

## Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

---

### Postes : pour un véritable service européen d'intérêt général

Le Commissaire européen Frits Bolkestein, en charge du marché intérieur, soumet actuellement au collègue des commissaires un nouveau projet de directive pour la réalisation du marché unique des services postaux. Ce projet vise essentiellement à franchir au 1<sup>er</sup> janvier 2003 une nouvelle étape dans la libéralisation : d'une part en abaissant à 50 grammes (au lieu de 350 actuellement) ou à 2,5 fois le tarif de base (au lieu de 5 fois) la limite " poids-prix " qui pourrait faire l'objet d'un " service réservé " aux opérateurs postaux chargés du service universel, afin de financer leurs coûts ; d'autre part à libéraliser totalement le courrier international sortant et surtout la publicité adressée.

Ces propositions reposent sur le dogme selon lequel il suffit de libéraliser et d'ouvrir à la concurrence pour que se crée un véritable marché européen, que la qualité, l'efficacité et le coût des services s'améliorent au bénéfice de tous les utilisateurs. Comme si les nouveaux opérateurs étaient intéressés à autre chose qu'"écrémer" les niches et les zones géographiques les plus rentables, en laissant aux opérateurs chargés du service universel le soin de délivrer un service minimum.

En fait, il y a bien un enjeu de réalisation du marché unique européen des services postaux ; mais il réside dans les délais inadmissibles des échanges transnationaux, dans les disparités considérables de qualité de service et de coûts, dans des formes de dumping entre opérateurs. Réaliser le marché intérieur suppose de définir au plan de l'Union européenne les objectifs d'intérêt général communautaire pour unifier le territoire européen et développer les solidarités (réalisation du réseau transeuropéen, normes de qualité de service et de tarifs), ce qui implique de faire disparaître les obstacles nationaux à leur réalisation. C'est définir un véritable service européen d'intérêt général postal, pouvant déboucher sur la création d'une instance communautaire pour les échanges transeuropéens. C'est aussi, dans ce cadre, se poser la question des solidarités à construire entre des territoires qui n'ont pas la même géographie physique et humaine et pour lesquels il est absurde de vouloir fixer les mêmes limites de financement du service universel, sauf à définir en même temps une péréquation progressive géographique des tarifs à l'échelle de l'Union.

Ainsi, les services postaux ont besoin de plus d'Europe, de l'Europe de la cohésion sociale et territoriale, celle des services européens d'intérêt général.

Pierre Bauby et Jean-Claude Boual

---

### Marché unique

A l'occasion de sa communication, adoptée le 28 avril, sur les résultats du marché unique adopté par le Conseil européen d'Helsinki où elle déplore les retards des actions identifiées alors, la Commission appelle de nouveau ...

### Posts : towards a real European service of general interest

The European Commissioner responsible for internal market, Frits Bolkestein, has released for consultation by the commissioners, a new draft directive on common internal market in Postal Services. This draft directive is particularly aiming at attaining a further step in the liberalisation by 1<sup>st</sup> January 2003: on one hand by reducing the "weight-charge" limit to 50 grams (from the present 350 grams) or down to 2.5 times the basic charge (instead of 5 times), of letters to be considered for "a reserved service" for the postal services providers of the universal service in order to allow them meet their costs and, on the other hand, by total liberalisation of outbound international mail and particularly direct mail.

These measures are based on the belief that allowing liberalisation and opening up competition are sufficient actions in creating a real European market and that quality, efficiency and cost of services would get better, to the benefit of all users. It is as if new service providers were interested in other things than simply "skimming" niches and geographical zones that are most profitable, while leaving to the universal service providers the responsibility to discharge minimum service.

In fact, there certainly is a stake in the creation of the European common market in postal services; however, this resides in the unacceptable long delays in cross boundary mail, in strongly pronounced disparities in service quality and costs and in certain forms of dumping practised between service providers. Thus achieving internal market presupposes the determination of the Community's general interest objectives, at the European level, in order to unite the European territory and develop different forms of solidarity (creation of a trans-European network, service quality and tariffs norms), which implies the elimination of national obstacles hindering their accomplishment. It means establishing a real European postal service of general interest, which could result in a Community's body responsible for trans-European exchanges. It is within this framework, also, that is asked the question of setting up solidarity among territories not having the same physical and human geography and on which it would be unreasonable to impose the same amount of financial contribution towards financing universal service, unless, at the same time, a progressive geographic alignment of tariffs at the Union's level, is elaborated.

Thus postal services require a stronger Europe one of territorial and social cohesion, one with European services of general interest.

Pierre Bauby et Jean-Claude Boual

---

### Common market

In its communication adopted on 28<sup>th</sup> April, concerning results of the common market, which was adopted by the European Council of Helsinki, the Commission ...

à aller plus loin dans la libéralisation des marchés postaux, du gaz, de l'électricité et des transports.

---

## Concurrence

La direction générale de la concurrence a décidé d'ouvrir une enquête sur les rapports entre Electricité de France (EDF) et la Compagnie nationale du Rhône (CNR), qui détient 4% du marché national, craignant que les contrats, qui les lient depuis des dizaines d'années, restreignent aujourd'hui la concurrence. Du fait de la directive sur le marché intérieur de l'électricité, la CNR doit devenir "producteur indépendant". Cette procédure vise à faire pression sur la France pour accélérer la publication des décrets d'application de la loi du 10 février 2000.

---

## Clauses abusives des contrats

La Commission a soumis, le 27 avril, au Parlement et au Conseil des ministres, un rapport sur l'application de la directive relative aux clauses abusives (93/13) dans les contrats conclus avec les consommateurs.

Aucune proposition formelle d'amendement de la directive n'est formulée mais une vaste consultation publique est lancée pour dégager les initiatives possibles à prendre au niveau communautaire et celles qui pourraient être prises par les Etats membres eux-mêmes.

Le besoin de rapprochement ou d'harmonisation des législations nationales lui paraît particulièrement évident dans les secteurs des services d'intérêt général et des services financiers, notamment les assurances, gros "consommateurs" de clauses contractuelles. De plus, dans le cas des services d'intérêt général qui ont été libéralisés et ré-réglementés, une étude effectuée en 1997 dans les différents Etats membres (eau, gaz, électricité, transport, télécommunications, poste et santé) a révélé, outre un nombre important de clauses abusives, une absence de transparence quant aux clauses utilisées, des obstacles importants au contrôle des contrats de service public et de secteurs entiers qui ne sont pas soumis au contrôle des clauses abusives.

Parmi les questions soulevées par la Commission, on relève celle de l'institution d'un médiateur européen, la mise en place de mécanismes par lesquels les contrats ou les prestations des services d'intérêt général seraient soumis à un contrôle préalable, l'avenir de la base de données CLAB.

Le rapport de la Commission, ainsi que les résultats des diverses enquêtes menées depuis 1993 et les éléments de réflexion qu'elle propose pour l'amélioration des systèmes existants dans les différents Etats membres, sont consultables sur le site de la Commission ([www.europa.eu.int/comm](http://www.europa.eu.int/comm)), ensuite suivre : directions générales et services / santé et protection des consommateurs / consommateurs (en) / CLAB. **Toutes les parties intéressées sont invitées à faire parvenir leurs observations par écrit à la Commission jusqu'au 30 septembre 2000** à : DG Santé et protection des consommateurs, rue de la Loi 200, 1049 Bruxelles Belgique.

---

Adressez à "NOUVELLES NEWS EUROPE" de brèves informations en français et anglais, par courrier, fax, E-mail ([celsig@worldnet.fr](mailto:celsig@worldnet.fr))

deploras delays in actions that were already approved and, it renews its call for further steps in the liberalisation of postal, gas, electricity and transport markets.

---

## Competition

The directorates-general responsible for competition has opened an inquiry on the relation between the French electricity supplier, Eléctricité de France (EDF) and the Compagnie National du Rhone (CNR), which controls 4% of the national market, on suspicion that contacts existing between the two, for a number of decades now, are today restraining competition. In accordance with the directive on internal market for electricity, CNR should become an "independent producer". This action is aimed at exerting pressure on France so that it accelerates the publication of a decree on the application of a law of 10<sup>th</sup> February 2000.

---

## Unfair terms in contracts

On 27<sup>th</sup> April the Commission submitted to the Parliament and to the Council of Ministers, a report on the application of the directive (93/13) concerning unfair terms in contracts signed with consumers.

No formal proposition for amendment was formulated, instead, an extensive public consultation is launched with the aim of distinguishing possible initiatives that can be taken at the Community's level, from those that can be taken by Member States themselves.

The need to bring closer or harmonise national legislations appears to the Commission to be particularly obvious in sectors of services of general interest and financial services, notably in insurance, the largest "consumers" of contract clauses. Furthermore, in the case of liberalised and re-regulated services of general interest, a study conducted in different member states (on water, gas, electricity, transport, telecommunication, posts and health) has shown that, in addition to a significant number of unfair terms, there is lack of transparency in the terms applied, a number of obstacles hindering the verification of public service contracts, as well as entire sectors that are not subjected to verification of unfair terms.

Among the questions raised by the Commission, we note, one that concerns the appointment of a European mediator, the establishment of a mechanism by which contracts or provision of services of general interest would be subjected to prior verification and, the future of the database CLAB.

The Commission's report as well as results from various inquiries carried out since 1993 and also discussion topics that are proposed in order to improve the present systems in different member states, can be consulted on the Commission's internet site, ([www.europa.eu.int/comm](http://www.europa.eu.int/comm)) then Directorates-General and services / health and consumer protection / consumers / CLAB. **All interested parties are invited to submit their comments to the Commission, in writing, before 30<sup>th</sup> September 2000** at: DG Santé et protection des consommateurs, rue de la Loi 200, 1049 Bruxelles, Belgique.

---

Please send brief information to "NOUVELLES-NEWS-EUROPE", in English and French, by courrier, fax or E-mail ([celsig@worldnet.fr](mailto:celsig@worldnet.fr)).

**NOUVELLES-NEWS-EUROPE** est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 40 42 50 24. Fax : (33-1) 40 42 13 78. E-mail : [celsig@worldnet.fr](mailto:celsig@worldnet.fr). Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et *and* Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par Fax et E-mail. *Distributed by Fax and E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 80 €. *Subscription for 1 year: € 80*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.